



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Genève | 15 février 2019

Une diplomatie de l'eau au service des Etats en Afrique occidentale

La Gambie, la Guinée Bissau, la Mauritanie et le Sénégal initient une discussion pour la gestion conjointe d'un système aquifère partagé, indispensable au développement économique et social de cette région de 24 millions de personnes.

Partageant le bassin aquifère sénégal-mauritanien, la Gambie, la Guinée Bissau, la Mauritanie et le Sénégal se sont réunis les 6 et 7 février 2019 à Genève dans le cadre d'une table ronde portant sur le thème de la collaboration transfrontière de cette ressource en eau stratégique aujourd'hui menacée par la salinisation, la pollution et les changements climatiques. Organisé conjointement par le Geneva Water Hub, centre spécialisé en hydrodiplomatie rattaché à l'Université de Genève (UNIGE), et le Secrétariat de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux de la CEE-ONU, cette rencontre diplomatique a permis aux représentants des ministères en charge de l'eau des quatre pays d'avoir un premier échange sur l'état des connaissances de ce système complexe d'aquifères dont dépend en grande partie l'alimentation en eau de villes comme Dakar ou Bissau.

Avec une superficie d'environ 350'000 km², le bassin aquifère sénégal-mauritanien est le plus grand bassin de la marge atlantique du nord-ouest de l'Afrique. Les eaux souterraines qu'il renferme constituent une ressource stratégique pour les quatre Etats de l'aquifère – la Gambie, la Guinée Bissau, la Mauritanie et le Sénégal – dont les populations, qui comptent plus de 24 millions de personnes, dépendent dans une large mesure pour leur accès à l'eau potable et divers usages sectoriels. Certaines villes importantes de la région, telles que Bissau et Dakar, y trouvent une part essentielle de leur approvisionnement en eau. Cependant, les Etats sont aujourd'hui confrontés à plusieurs défis tels que les risques liés à la salinisation, à diverses sources de pollution ou encore à l'impact des changements climatiques sur la variabilité des précipitations nécessaires à la recharge des nappes. Une situation qui est d'autant plus préoccupante en l'absence d'un cadre de coopération au niveau régional et au regard de la nécessité de développer les connaissances relatives à ces systèmes aquifères.

Une première étape vers une coopération renforcée

Du 6 au 7 février 2019, la table ronde de réflexion sur la collaboration transfrontière autour du système aquifère sénégal-mauritanien a réuni les quatre Etats de l'aquifère ainsi que les principaux organismes de bassins transfrontières de la région: l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal et l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Gambie. La participation de ces derniers a permis d'explorer des pistes d'innovation institutionnelle visant leur engagement potentiel dans la gestion des eaux souterraines, en plus de leur mandat de gestion des eaux de surface.

La table ronde a ainsi fourni une plateforme d'échanges aux quatre Etats et aux organismes de bassins, avec les contributions actives d'experts et de partenaires techniques et financiers. Des discussions ont permis de faire un point sur les connaissances actuelles de l'aqui-



UNECE

fère, d'échanger sur les enjeux de sa gestion et d'identifier des options possibles de coopération afin de promouvoir la gestion et l'utilisation durables de l'aquifère. En s'appuyant notamment sur la **Note d'Orientation sur les Avantages de la Coopération dans le Domaine des Eaux Transfrontalières**, élaborée dans le cadre la Convention sur l'eau, les Etats ont procédé à l'identification d'un large faisceau d'avantages qu'une coopération renforcée sur le bassin sénégalo-mauritanien pourrait générer, tant en termes économiques, sociaux et environnementaux (par exemple l'augmentation possible des revenus dans les petits projets d'agriculture irriguée et la réduction des coûts de production et d'exploitation pour l'approvisionnement en eau potable), que d'avantages liés à la coopération économique régionale et en matière de paix et de sécurité (une stabilité régionale propice aux investissements et la lutte contre l'exode rural).

Vers une gestion concertée informée, résiliente et durable

Parmi les recommandations principales de la réunion, les Etats ont convenu de constituer un Groupe de travail en vue de procéder à un état des lieux global des connaissances existantes du bassin et d'esquisser un projet commun de gouvernance résiliente de la ressource pour le développement durable et pacifique de la région. Ce projet pourrait être soutenu par un consortium de partenaires, incluant les partenaires techniques et financiers ayant contribué à la table ronde (AIEA, BAD, BGR, Canton de Genève, DDC, GWH, IGRAC, CEE-ONU et UNESCO).

La table ronde était organisée conjointement par le secrétariat de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (Convention sur l'eau) sous l'égide de la CEE-ONU et le Geneva Water Hub, un centre d'excellence sur l'hydropolitique et l'hydrodiplomatie rattaché à l'UNIGE, qui héberge le secrétariat du Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix. La problématique de cette table ronde s'inscrit dans le cadre des recommandations du Panel, que le Geneva Water Hub contribue à mettre en œuvre, et qui relèvent notamment l'importance d'accroître la coopération transfrontière et intersectorielle sur les eaux souterraines. Elle répond également aux activités de la Convention sur l'eau, dont le mandat est de renforcer la coopération via le développement d'accords et d'arrangements conjoints pour la gestion des eaux transfrontières, aussi bien les eaux de surface que les eaux souterraines. L'adhésion récente du Sénégal à la Convention sur l'eau et l'intérêt manifesté par les autres Etats riverains à y adhérer témoignent de l'importance accrue accordée à la Convention sur l'eau comme instrument universel de diplomatie de l'eau.



Carte du système aquifère sénégalo-mauritanien.

Illustrations haute définition

UNIVERSITÉ DE GENÈVE
Service de communication
 24 rue du Général-Dufour
 CH-1211 Genève 4
 Tél. +41 22 379 77 17
 media@unige.ch
 www.unige.ch

contact

Jean Willemin
 Geneva Water Hub
 +41 76 203 08 82
 jwillemin@genevawaterhub.org

Francesca Bernardini
 CEE-ONU
 +41 22 917 10 32
 francesca.bernardini@un.org